

AUGMENTATION DE L'ALLOCATION FORFAITAIRE DE SOLIDARITÉ  
POUR 400 000 PERSONNES ÂGÉES DÉMUNIES

## Est-ce la bonne cette fois-ci ?

**Le samedi 3 janvier 2009, l'Agence pour le développement social (ADS) — un organisme très peu connu — annonçait par voie de presse que le montant de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) pour les personnes âgées allait augmenter, passant de 1 000 à 3 000 DA par mois. Cette augmentation sera effective à partir de février 2009, toujours selon l'ADS. Mais cette décision du gouvernement, déjà annoncée en septembre 2008, sera-t-elle la bonne cette fois-ci ?**

La question mérite d'être posée car en septembre dernier, le président Bouteflika, lors d'une réunion consacrée à la solidarité nationale, la famille et la communauté à l'étranger, annonçait dans

un communiqué officiel que «la solidarité nationale par le soutien direct, en tant que politique de développement social, et qui cible principalement les personnes âgées sans ressources et sans attaches familiales, les personnes handicapées, les femmes chefs de ménage, au moyen d'une allocation forfaitaire de solidarité qui a été revalorisée de 1 000 DA à 3 000 DA». La lecture de cet extrait du communiqué de la présidence de la République ne prêtait à aucune équivoque : on annonçait que l'AFS avait augmenté, passant de 1 000 à 3 000 DA. Or, cette revalorisation, annoncée comme effective, n'a jamais eu lieu ! Les 400 000 personnes âgées, bénéficiaires de cette AFS ont attendu, en vain — de septembre à décembre 2008, de percevoir le nouveau montant. Combien d'entre elles sont mortes, entre-temps ? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné au niveau du gouvernement pour que cette décision annoncée en sep-

tembre soit restée lettre morte ? Pourquoi le ministère de la Solidarité allait laisser le doute et la désillusion s'installer de longs mois durant parmi les bénéficiaires de cette AFS ? Pourquoi est-ce l'ADS qui donne aujourd'hui l'information, alors que c'est au gouvernement de monter au créneau ?

## Effet rétroactif à partir de janvier 2008 !

«Quelque 400 000 personnes âgées sans revenu, bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité, percevront l'augmentation de leur pension, qui sera portée à 3 000 DA par mois, à partir de février prochain», a indiqué le directeur général de l'ADS, le 3 janvier 2009. L'allocation, qui passe de 1 000 DA à 3 000 DA, aura un

«effet rétroactif depuis janvier 2008», a-t-il précisé. Toute la presse écrite a rapporté cette date de janvier 2008, comme effet rétroactif de cette augmentation : n'y a-t-il pas eu erreur sur la date (janvier 2009 au lieu de janvier 2008) ? Si c'est bien janvier 2008, cela signifie que les 400 000 bénéficiaires concernés dans une première étape, percevront chacun un rappel de 26 000 DA (13 mois, de janvier 2008 à janvier 2009). L'Agence de développement social (ADS) est restée muette sur les conditions et le calendrier de paiement de ce rappel. Pour rappel, l'AFS touche un ensemble de 686 377 personnes démunies, dont environ 400 000 personnes âgées. Il est prévu que cette augmentation soit étendue par la suite aux

autres franges démunies de la société concernées par l'AFS, toujours selon l'ADS. L'enveloppe financière globale consacrée à l'AFS qui s'est élevée en 2008 à environ 15 milliards de DA atteindra 25 milliards DA en 2009. On indique par ailleurs, qu'une réflexion est en cours entre l'ADS et les services de la Sécurité sociale pour permettre aux personnes âgées sans revenu de se voir délivrer la carte du tiers payant, qui leur permettra de bénéficier du nouveau système de Sécurité sociale. Le paiement de l'AFS se fait auprès des guichets de la poste du lieu de résidence du bénéficiaire, toutes les fins de mois et dans des conditions d'accueil souvent très difficiles. Affaire à suivre.

Djilali Hadjadj

## BONNE ANNÉE 2009 !

A l'occasion de la nouvelle année, le conseil régional de l'association des retraités Sonatrach de l'Ouest vous présente ses meilleurs vœux.

ASR Sonatrach-Ouest

## Courrier des lecteurs

## Un remboursement en souffrance pour le conjoint d'un assuré

Je vous remercie d'abord pour votre intérêt et votre disponibilité pour nous orienter ; on manque vraiment d'informations et on ne sait pas où trouver réponse à nos questions ! Bonne initiative que de créer cette rubrique. J'ai deux questions à vous poser. 1 - Ma mère est une malade chronique (hypertension et glaucome chronique) et doit acheter pour le reste de sa vie au moins deux médicaments. Elle a droit au remboursement via mon père, mais voilà, ils vivent — presque — séparés mais toujours mariés et ensemble, officiellement et devant tout le monde ! Je ne m'étais pas là-dessus, vous comprendrez, on ne peut pas avoir la carte de Sécurité sociale pour aller rembourser ses médicaments. Si on demande à mon père de le faire à notre place, ma mère ne verra pas l'argent de ses soins, soins que nous payons, moi et ma sœur difficilement ! Comment faire pour qu'elle puisse au moins récupérer une partie de l'argent de ses médicaments ? Elle en a vraiment grand besoin. Peut-on s'approcher des services concernés sans exhiber la carte et régler le remboursement puisqu'ils devraient savoir que c'est son épouse à mon père ? Son médecin lui a parlé d'une carte de soins pour avoir gratuitement les médicaments : a-t-elle droit à cette carte ? Comment l'avoir ? Prière de nous indiquer une solution, mais adaptée à notre cas, c'est-à-dire faisable dans le cas d'une séparation — à l'algérienne — que vit ma mère, car il est impossible d'avoir la carte s'il sait que c'est pour ma mère, sauf si on fouille dans ses affaires, ce que personne n'ose faire. Désolé pour tous ces détails, je voulais que vous compreniez bien la situation et nous proposer par conséquent une solution fiable. 2 - Je travaille chez le privé, on m'a proposé un autre boulot dans le secteur public. Est-ce que je peux l'accepter sans quitter le premier boulot et sans être hors la loi ou dans une situation irrégulière ? Si je cumule deux boulots — assuré vis-à-vis de la Sécurité sociale — mais chez le privé, est-ce que je peux avoir des avantages quant au calcul de mes années de services et de la pension à ma retraite puisque je vais cotiser deux fois ? Merci beaucoup d'avoir pris la peine de me lire, merci infiniment de pouvoir prendre la peine de me répondre, je vous serais, moi et ma mère très reconnaissants. Je vous souhaite bonne continuation et une longue vie à votre rubrique.

Elias T., El-Harrach, Alger

**RÉPONSE :** Pour la première question, pour en savoir plus, il est préférable de s'adresser au centre payeur de

la Cnas dont relève votre père. Ce qui rend la situation délicate, c'est que votre mère a un statut de conjoint d'un assuré social. Quant à la deuxième question, la loi algérienne n'interdit pas le cumul de deux emplois salariés et déclarés à la Sécurité sociale. Quant à votre pension de retraite, elle sera calculée sur la base du salaire mensuel moyen des 5 dernières années précédant la mise à la retraite, ou si c'est plus favorable, au salaire mensuel moyen déterminé sur la base des 5 années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée au cours de la carrière professionnelle de l'intéressé.

## Encore des confusions entre retraite anticipée et retraite proportionnelle

Dans le cadre de départ volontaire en retraite anticipée (+50 ans et + 20 ans de travail), veuillez nous donner des clarifications sur les points suivants : Ai-je le droit d'exercer une activité rémunérée dans tout secteur (y compris activité à mon compte avec registre du commerce) tout en percevant ma pension de retraite ?

Si oui, dois-je informer la caisse sur mon nouveau job et pourquoi ? Aussi, est-ce que ma retraite anticipée sera valorisée annuellement dans ces conditions ? Et à 60 ans, est-ce que je serais admis à la retraite normale et ma pension sera révisée à la hausse ?

C. Ahmed

**RÉPONSE :** Il s'agit d'une retraite proportionnelle, et non d'une retraite anticipée (imposée suite à une compression d'effectifs). Vous pouvez avoir une autre activité rémunérée, en salarié et/ ou en non-salarié. Vous n'êtes pas tenu d'en informer la CNR. Vous pourrez bénéficier des revalorisations annuelles, en revanche ce type de retraite est réputé définitif et donc non révisable, même à partir de 60 ans.

## Pension de réversion

Je suis veuve depuis 3 ans et j'ai une pension et un enfant à charge. Mon fils vient d'avoir 21 ans au mois d'août.

A ma connaissance à cet âge-là, on retire de la pension un certain pourcentage, mais jusqu'à présent ma pension n'a pas changé. Je voudrais savoir est-ce que les lois ont changé ou est-ce une omission ? Si c'est cette dernière, de combien serait mon nouveau pourcentage, sachant qu'avec mon fils j'ai eu droit à 80% de la retraite de mon défunt mari ?

**RÉPONSE :** Sont considérés comme ayants droit bénéficiaires de la retraite de réversion, le conjoint de l'assuré décédé, quel que soit son âge, du moment qu'il a contracté un mariage légal avec le défunt, et les enfants à charge (conformément à l'article 67 de la loi 83-11 du 02 juillet 1983 relative aux assurances sociales), à savoir les enfants à charge, au sens de la réglementation de la Sécurité sociale, et âgés de moins de 18 ans, les enfants de moins de 21 ans pour lesquels il a été passé un contrat d'apprentissage prévoyant une rémunération inférieure à la moitié du salaire national minimum garanti et les enfants de moins de 21 ans qui poursuivent leurs études. Soit 50% pour le conjoint, et dans votre cas 30% pour votre enfant.

Il vaut mieux signaler votre situation à l'agence CNR dont vous dépendez, afin d'éviter à rembourser un éventuel trop perçu.

## À propos des augmentations des allocations de retraite et des pensions de réversion

Je suis un orphelin infirme permanent, titulaire d'une pension de réversion suite au décès de mes parents. Suite à l'information parue dans la rubrique «Soir Retraite» du 31 décembre 2008, évoquant l'augmentation des montants des retraites et allocations à la charge de l'Etat. Le montant de ma pension est de 5 145,48 DA, selon cette nouvelle augmentation de 3 500 DA minimum. Est-ce qu'à partir de l'échéance du mois de janvier 2009 ma pension de réversion sera à nouveau d'un montant de 8 645,48 DA ? Est-ce que je peux bénéficier des deux autres augmentations de 5% annoncées par le même journal du 31 décembre 2008 ?

M. B. de Draâ-EI-Mizan

**RÉPONSE :** Vous avez fait une mauvaise lecture de la décision du gouvernement : c'est le minimum des allocations directes et allocations principales de réversion des retraités salariés et non salariés qui passe de 2 000 à 3 500 DA. Il ne s'agit pas d'une augmentation de 3 500 DA de votre pension de réversion. En revanche, vous aurez droit à une augmentation de 5% de votre pension (au cas où vous faites partie de ceux qui ont bénéficié de l'augmentation de juillet 2006), mais une seule de 5%. Les deux augmentations de 5% que vous évoquez concernent deux catégories différentes de retraités : ceux de la CNR (salariés) et ceux de la Casnos (les non-salariés).